

Argumentaire

Motion 1455 – Aider les familles jurassiennes à faire face à l'inflation.

Madame la Présidente,

Mesdames, Messieurs les Ministres,

Chères collègues,

La classe moyenne c'est quoi ? La classe moyenne ce sont celles et ceux qui gagnent trop pour toucher les aides de l'état, mais pas assez pour terminer la fin du mois en cette période inflationniste.

Prix des biens de premières nécessité, prix des denrées alimentaires, prix de l'énergie, prix des transports publics, primes d'assurances maladie, hausse des taux hypothécaires et donc des loyers... L'inflation que les Suissesses et les Suisses connaissent cette année touche à peu près tous les postes de dépenses d'un ménage. Alors lorsque tout augmente, il devient compliqué de faire des économies quelque part, et de continuer à mener encore une vie digne.

En parallèle, les salaires devaient être adaptés, et pourtant ils ne connaissent pas la hausse nécessaire permettant d'absorber les augmentations des postes de dépenses des ménages. En novembre dernier, l'UBS publiait un rapport qui indiquait qu'en 2022 la population suisse avait connu la plus grande perte de salaire réel depuis 80 ans. L'UBS ajoutait encore que cette année, avec 2.2% la hausse des salaires suisses paraît forte, mais en réalité les salaires réels stagnent et ne permettent pas de compenser la perte du pouvoir d'achat. *(Il faudrait en réalité compenser le renchérissement ET compenser le retard salarial de ces dernières années.)*

Mais que veut-on dire par pouvoir d'achat ? Ce n'est ici pas le pouvoir d'acheter tout ce qui peut plaire, mais bien la capacité de finir la fin du mois, de vivre une vie décante : et donc payer les charges fixes, mettre un peu d'argent de côté pour être capable de faire face à un imprévu et peut-être encore se permettre quelques loisirs avec les enfants.

La RTS a accordé de nombreux sujets consacrés à la problématique de la perte du pouvoir d'achat. En mai dernier elle relevait que la classe moyenne s'appauvriissait et que ce n'était qu'un début puisque le Conseil fédéral l'a annoncé, une des plus grosses dépenses des familles va encore augmenter : les primes d'assurance maladie vont en effet subir une hausse supérieure à la moyenne l'année prochaine (7.5%), un nouveau choc des primes donc.

Pour démontrer la situation critique dans laquelle la population se trouve, la chaîne de télévision nationale a diffusé une multitude de témoignages. Par exemple celui d'un couple avec deux enfants travaillant tous les deux pour un revenu du ménage de 7'800 francs, mais qui n'arrivait pas à boucler la fin du mois sans se serrer la ceinture partout, en achetant par exemple des aliments à prix réduits. OU encore celui d'une maman célibataire avec deux enfants. Avec un emploi à 100% et un revenu d'un peu plus de 4'000 qui expliquait devoir parfois renoncer à manger pour donner à ses enfants...

Renoncer au dentiste, aux vacances et acheter des aliments réduit dans les magasins où les prix sont les plus bas.. voilà ce que la classe moyenne subit en ce moment à l'image de ces témoignages. Et puis peut-on vraiment encore acheter des aliments aux prix nettement plus bas ?

Au rayon alimentation ce sont les produits premiers prix qui voient leurs prix particulièrement touchés par l'inflation. Ainsi, les ménages qui achètent les produits les moins chers connaissent des hausses de prix plus élevées que ceux qui peuvent s'offrir des produits hauts de gamme. La RTS démontrait ainsi dans une enquête que des œufs M-Budget avaient bondi de 37% en une année alors que le prix des œufs bio de la Migros n'avait augmenté que de 5.5%. Enfin, les magasins les moins chers à l'image d'Aldi ou Lidl voient leurs prix s'envoler bien plus que Migros ou Coop par exemple. Inutile aussi de penser qu'il suffit de se priver des denrées alimentaires les plus « luxueuses » pour faire des économies puisque l'inflation touche de plein fouet les produits de base, comme le sucre (40% d'augmentation), Farine, huile (13%), les œufs...

(Pauvreté)

Force est de constater donc qu'aujourd'hui le spectre de la pauvreté plane sur la classe moyenne également. Quand le Gouvernement répond à la présente motion en indiquant qu'il a déjà agi pour les familles issues de la classe moyenne, il se trompe donc. Le Gouvernement a agi en décembre de l'année dernière effectivement, mais il a agi en soutien aux ménages les plus **modestes**. Les mesures prises, à savoir l'augmentation du montant dédié à la couverture des besoins de base, de l'aide sociale, des prestations complémentaires de 6.-/mois et l'octroi possible d'une aide pour les frais de chauffages via le Secours d'hiver jurassien sont à saluer car elles permettent de soulager et de soutenir la partie de la population la plus précarisée, mais aujourd'hui ces aides ne sont malheureusement plus suffisantes, l'inflation touchant

l'ensemble de la population et paupérise désormais aussi la classe moyenne, et plus uniquement les revenus modestes pour lesquels les mesures prises par le Gouvernement sont accessibles.

Par ailleurs, le Gouvernement sortait l'année dernière son rapport social, à l'époque il indiquait qu'un Jurassien sur dix vivait en situation de pauvreté. Si ce rapport devait sortir à la fin de cette année, où en serons-nous ? Est-ce que ce Parlement agira pour que les chiffres ne deviennent pas plus catastrophiques qu'ils ne sont déjà ? Est-ce que le Parlement répondra à toutes les familles jurassiennes qui travaillent chaque jour et qui doivent quand même réfléchir à comment finir la fin du mois ? Alors qu'est-ce qui pourrait entraver la décision de soutenir les familles jurassiennes ?

(Aide VS aide sociale / coût)

Premièrement, me direz-vous tout à l'heure : La situation économique du canton. Et bien, chères collègues, il faut dire déjà que chaque Jurassiennes et chaque Jurassiens paie des impôts, la même somme d'ailleurs lorsque les finances cantonales sont florissantes ou lorsqu'elles le sont moins. Partant, ces citoyennes et ces citoyens attendent de la République, qu'elle leur délivre les services publics auxquels elles et ils ont droit. Les citoyennes et les citoyens attendent que le canton les soutienne en cas de coup dur, et c'est précisément ce dans quoi nous nous trouvons. De plus, il convient de dire, qu'un refus de soutenir les familles aujourd'hui équivaut à se tirer une balle dans le pied, car la paupérisation de la classe moyenne aujourd'hui, coutera bien plus cher à l'État demain. Effectivement, le but de l'aide proposée au travers de cette motion, n'est pas d'endiguer le phénomène de l'inflation Le but de cette motion est d'aider les familles à y faire face. Cette motion doit permettre d'éviter aux familles de tomber dans une plus grande précarité et risquer alors de tomber dans le dernier filet social, que représente l'aide sociale. C'est aussi d'éviter un état de santé qui se détériore et impacte les coûts de la santé pour différentes raisons. Car ne plus réussir à finir le mois, c'est une franchise d'assurance maladie au maximum, c'est donc se priver d'aller chez le médecin et d'anticiper des problèmes plus graves, c'est se priver d'aller chez le dentiste et éviter aussi des problèmes dentaires plus importants, c'est stresser immensément pour arriver à boucler la fin du mois, ce qui a un impact sur la santé, ou encore se nourrir mal, car manger bien et sainement, cela a un coût plus élevé. Alors ne préférons-nous pas prévenir, plutôt que guérir ?

Deuxièmement, ajouterez-vous encore probablement tout à l'heure, c'est au niveau fédéral qu'il faut agir. Comme vous probablement, je souhaiterais que la berne fédérale agisse en faveur des familles suisses, car *in fine* une situation inflationniste est de portée nationale. Malheureusement, nous avons pu constater notamment lors de la dernière session du Parlement, que toutes les propositions pour apporter de l'aide aux citoyennes et aux citoyens suisses ont été balayées. Pire encore, la majorité du Parlement et le Conseil fédéral n'ont de cesse ces derniers temps de couper dans le peu de prestations sociales qui contribuaient à apporter un peu de soutien aux personnes qui en ont le plus besoin. Même si je ne partage pas la pertinence de chaque mesure elles ont le mérite d'avoir représenté une idée pour aider la population :

- En mars dernier, le National décidait de ne pas augmenter les rentes AVS des retraités et les rentes AI malgré une demande d'augmentation pour faire face à la hausse du coût de la vie du Centre et du PS.
- Le Parlement prend la décision de réduire les remboursements pris en charge par l'assurance invalidité ce qui exclue désormais certaines prestations destinées aux enfants atteints de handicap.
- La réforme du 2^e pilier a été adoptée, le taux de conversion sera donc abaissé, les baisses de rente pourront aller jusqu'à 15%.
- Refus également des propositions de l'UDC qui demandait une réduction de l'impôt sur les carburants.

La Suisse aurait pourtant les moyens d'aider ses citoyennes et citoyens, le Parlement et le Conseil fédéral l'ont démontré en octroyant 259 milliards pour sauver Crédit Suisse, en parallèle des décisions précitées mais force est donc de constater que le Parlement fédéral ne place pas aujourd'hui ses priorités à l'endroit du peuple pourtant dans le besoin. Aujourd'hui, nous ne pouvons donc pas attendre sagement que sous la Coupole on décide de venir en aide aux familles de notre pays.

(ce qui se fait ailleurs)

De nombreux pays, souvent bien moins fort économiquement que nous, ont déjà adopté des mesures pour soulager leur population de l'inflation. En France par exemple, un chèque de 100 euros a été distribué à tous les ménages gagnants moins de 2000 euros par mois,

additionné d'un plafonnement du prix du pétrole et du gaz. En Allemagne, un versement de 300 euros pour les salariés imposables et une réduction du prix de l'essence. En Italie enfin, une décision de taxer de 25% les bénéfices records des entreprises actives dans le secteur de l'énergie. L'idée du chèque cantonal n'est donc pas une lubie, c'est un instrument utilisé chez nos voisins, un instrument qui a permis de soulager les ménages encore une fois dans des pays qui ne peuvent pas se vanter d'être un des plus riches pays du monde.

(situation critique)

Finalement, c'est aujourd'hui dans ce pays si riche que les habitantes et les habitants vivent une situation critique, et ce sont nous, les politiciennes et les politiciens qui pouvons comme nos voisins, décider de soutenir la population. Ceci est primordial, car la situation est critique. Stéphane Meierhans, Monsieur prix de la Confédération, en parlait dans une interview accordée à la RTS. Il expliquait que nous nous trouvons sur une pente glissante, car la situation d'inflation ne va pas se terminer de si tôt. Il a appelé chaque acteur, Confédération, grandes surfaces, entreprises et cantons à agir. Il préconise entre autres que les cantons « déchargent les citoyennes et citoyens des émoluments et des taxes d'utilisation » à l'heure où nous effectuons plutôt le contraire dans le cadre du plan équilibre. Aujourd'hui je vous propose donc d'agir, au travers de l'idée d'un chèque cantonal destiné à la classe moyenne. Les bénéficiaires pourraient être identifiés en se basant sur un revenu considéré comme ne permettant pas d'absorber la hausse du coût de la vie. Rappelons-nous que nous avons aussi aidé les entreprises jurassiennes durant la crise COVID et que cela a été bénéfique, aujourd'hui il n'est pas question de résoudre l'inflation mais d'aider la classe moyenne à y faire face. Les ménages qui ont besoin de notre aide. Cette aide financière dont la somme reste à définir permettrait de soutenir et de soulager les Jurassiennes et les Jurassiens qui en ont besoin, car comme dit précédemment, la situation de la classe moyenne est aussi devenue préoccupante et il est encore temps d'agir.

Je terminerai en citant le président du Centre Gerhard Pfister qui s'exprimait dans le cadre de l'alliance avec le PS pour soutenir le pouvoir d'achat et faire face à l'inflation : « L'argent ne doit pas être un problème. Le combat contre la pandémie nous a coûté 35 milliards de francs. Nous sommes un pays riche. Si nous n'avons plus l'argent pour soutenir la classe moyenne, alors la Suisse n'est plus le pays que je veux m'imaginer » et à moi d'ajouter, le Jura non plus. »